

24 Avril 1961 : Le peuple a pris la barre...

PREMIÈRE LEÇON D'UNE GRÈVE RÉUSSIE

« **C'**EST la grève la plus importante que la France ait connu depuis la libération ».

Il est difficile de dire que cette affirmation est exacte, mais elle revient comme un leitmotiv dans tous les titres de journaux et elle révèle l'impression qu'a pu donner cette grève.

Il faut d'abord en conclure que le mouvement a eu plus d'ampleur qu'en 1958 et même qu'en janvier 1960. C'est que chez les militants des différentes centrales comme chez les travailleurs inorganisés, le climat n'est plus le même qu'à ces deux dates, l'opinion s'est modifiée en ce qui concerne les grèves et les mouvements soi-disant politiques. En 1958, les travailleurs ne savaient guère où ils en étaient. Leur opposition à la guerre d'Algérie, ils l'avaient marquée en général par leur vote du 2 janvier 1956. Le Gouvernement issu de ce scrutin ayant fait la guerre au lieu de la paix, s'étant déjà livré aux militaires, la paix n'apparaissait plus comme un objectif immédiat. Paris et Alger n'étaient pas différenciés par les perspectives de paix s'opposant aux perspectives de guerre. Restait à défendre la République mais la République des Mollet et des Gaillard, la République des 2 janvier non tenu et des 6 février confirmé n'inspirait qu'une confiance relative et un enthousiasme tout aussi relatif.

En janvier 1960, la situation était déjà différente. Ceux qui, auparavant, étaient las de la guerre mais laissaient à de Gaulle le soin d'en finir par la victoire totale ou par la négociation à son choix avaient déjà com-

mencé à comprendre que la négociation était le seul chemin. L'insurrection dite des barricades a paru déjà comme une volonté de continuer la guerre à tout prix. Le réflexe populaire fut contre les barricades. Mais pour se défaire des activistes, le premier mot d'ordre fut d'abord « confiance à de Gaulle ». Les négociations entre centrales syndicales, entre partis, durèrent un peu moins longtemps qu'au 13-5-58, mais un peu trop longtemps tout de même. Quand la grève fut décidée, la partie était déjà jouée. La grève a paru à certains comme peu utile, à d'autres comme un soutien exclusif au général de Gaulle, ce qui la rendait suspecte. En avril 1961, la situation est de nouveau différente. Malgré toutes les difficultés, toutes les incertitudes, l'action pour la paix menée depuis janvier 1960 et menée principalement à partir des centrales syndicales a créé un double climat.

Climat d'action d'abord. Les militants et les bases syndicales ne sont plus surpris par les mots d'ordre concernant l'Algérie. Par ailleurs, l'ensemble des attitudes du pouvoir, les alternatives d'avancée et de recul sur le chemin de la négociation, ont convaincu beaucoup que la paix devait être arrachée par une action continue.

Climat d'unité ensuite. L'unité a subi de nouveaux accrocs au cours des mois précédents. Il y eut notamment ceux du 27 octobre. Il y a les durcissements communistes. Il y a les manœuvres anti-communistes inspirées par la S.F.I.O. Malgré cela, il ne fallut que 24 heures pour obtenir un mot d'ordre de grève unique. C'est que la nécessité de l'unité apparaît nettement.

C'est pourquoi cette fois-ci la riposte populaire est arrivée vite. C'est pourquoi elle a été cet important premier avertissement. C'est pourquoi elle a contrasté avec le désarroi d'un gouvernement à qui il a fallu trois jours pour mettre au point un minimum de ripostes

cohérentes.

L'unité réalisée inspire une autre réflexion. Ce n'est pas par hasard si de meilleurs résultats ont été atteints dans des villes comme Nantes, Saint-Etienne, Grenoble, Clermont-Ferrand. C'est que dans ces villes, il existe depuis des mois des cartels intersyndicaux agissant au plan de l'Algérie comme au plan économique. Cette collaboration des syndicats, coordonnée par

les directions syndicales, se révèle ainsi la forme permanente d'unité qui permet non seulement une action plus efficace, mais qui donne son poids à cette action. Les directions syndicales, les travailleurs de ces départements sont aguerris à l'unité, parce que les cartels ont réalisé la permanence de cette unité.

Notons que nos camarades du P-S.U. ne sont pas étrangers à cette situation.

Dans toute la France, la journée de lundi a été marquée par les multiples manifestations des forces populaires. L'ampleur de ces démonstrations est sans commune mesure avec celles que provoquèrent les coups de force précédents (13 mai 1958, 24 janvier 1960).

Cette fois-ci, ce sont toutes les couches de la population, les secteurs les plus variés de l'opinion publique, qui ont répondu massivement à l'appel des organisations démocratiques, politiques et syndicales. Ouvriers, étudiants, fonctionnaires, employés, professeurs, instituteurs, ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise, commerçants, etc..., se sont retrouvés pour manifester leur volonté de résister sans faiblesse au putsch militaire, mais aussi, comme le montre la quasi-totalité des résolutions, tracts et appels publiés, pour dénoncer la faiblesse et la complaisance coupables du Pouvoir.

Dans presque tous les départements, l'importance de la réplique populaire a été marquée par un élargissement de l'éventail politique des organisations qui participèrent au mouvement. De nombreuses municipalités se sont jointes aux manifestations. Les unions départementales de la C.G.T.-F.O. n'ont pas craint, souvent, de rencontrer les délégués C.G.T. pour décider avec eux des actions communes, permettant ainsi de réaliser dans de nombreux départements l'unité syndicale la plus complète. Au plan politique, Radicaux, S.F.I.O. et P.C. se sont réunis autour du P.S.U. pour donner le maximum de puissance à la riposte populaire.

Si, devant la menace fasciste, l'unité syndicale et politique la plus large possible n'a pu se réaliser sur le plan national, où les exclusives des états-majors prennent encore le pas sur les enseignements pourtant accablants des dernières années, du moins, s'est-elle effectuée la plupart du temps à l'échelle du département, de la ville ou de la commune, répondant ainsi aux vœux des masses populaires. Là, on a su faire face aux nécessités du moment et reléguer au rang des accessoires les vieilles querelles dépassées et paralysantes. L'exemple ainsi donné est valable pour l'avenir et dans d'autres domaines.

En province...

ALPES-MARITIMES

La grève a été générale dans tout le département. Les 100.000 salariés ont suivi le mouvement. Un meeting de 10.000 travailleurs s'est tenu à NICE.

ARDÈCHE

• PRIVAS : A l'appel des organisations syndicales et politiques (P.S.U., P.C., S.F.I.O.), plus de 1.500 personnes se sont rendues à l'Hôtel de Ville où la municipalité s'est jointe aux manifestants.

AUBE

A l'appel de la Fédération du P.S.U., une déclaration commune a été publiée par les organisations suivantes : P.C., P.S.U., S.F.I.O., radicaux, C.G.T., F.O., C.F.T.C. F.E.N., M.L.O., Association départementale des officiers et sous-officiers républicains.

BASSES-PYRÉNÉES

Appel commun à la population lancé par C.F.T.C., C.G.T., F.O., F.E.N., S.N.I., S.N.E.S., S.N.E.T., P.C., radical, S.F.I.O., P.S.U., M.L.O., A.R.A.C.

Rassemblement de 1.200 personnes à BAYONNE et délégation à la Préfecture.

BOUCHES-DU-RHONE

200.000 ouvriers et employés ont cessé le travail. La métallurgie a débrayé dans l'unité (C.G.T., C.F.T.C., F.O.), et envoyé une délégation à la Préfecture. Débrayages et rassemblements des dockers, employés municipaux, traminois, étudiants, etc..

CALVADOS

• A CAEN : deux kilomètres de cortège : 15.000 manifestants.

CHARENTE-MARITIME

Des Comités de vigilance ont été constitués dans toutes les villes à l'initiative du P.S.U. : LA ROCHELLE, ROCHEFORT, SAINTES, ROYAN, LONZAC, etc.

A ROCHEFORT : un appel commun a été diffusé dimanche signé par : P.C., S.F.I.O., P.S.U., radicaux, C.G.T., F.O., C.F.T.C., et les syndicats d'enseignants.

CHER

Un Comité départemental antifasciste permanent a été constitué avec : L.D.H., C.G.T., F.E.N., S.N.I., P.C., P.S.U., S.F.I.O., et le Comité de paix.

CORSE

La grève a été suivie à 100 % Important meeting à AJACCIO.

COTES-DU-NORD

• SAINT-BRIEUC : 10.000 personnes étaient présentes au meeting organisé. Un comité de vigilance a été constitué groupant le P.C., P.S.U., S.F.I.O., C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., S.N.I., etc..

DOUBS

- SOCHAUX : à l'appel des trois syndicats (C.G.T., C.F.T.C et F.O.) 18.000 travailleurs ont débrayé.
- BESANÇON : 4.000 manifestants.

EURE-ET-LOIRE

• DREUX : le Conseil municipal à l'unanimité (Com., Soc et Rad.) a demandé la formation et l'armement de milices populaires.

FINISTÈRE

Un Comité départemental d'Action antifasciste pour la démocratie et pour la paix s'est constitué, groupant P.S.U., P.C., L.D.H., C.G.T., C.F.T.C, F.E.N. Ce titre a été repris au stade de l'arrondissement, de la localité et de l'entreprise.

20.000 personnes ont débrayé et manifesté à l'appel des sirènes à BREST, 3.000 à QUIMPER, 800 à MORLAIX, etc. A CONCARNEAU: arrêt de travail à 100%.

GARD

• ALES : un Comité de vigilance s'est constitué groupant les organisations politiques et syndicales suivantes: C.G.T., F.E.N., P.C., S.F.I.O., P.S.U. A l'appel de ce comité et de la municipalité, 10.000 Alésiens se sont réunis pour manifester leur volonté de s'opposer aux factieux. 8.000 mineurs ont fait grève durant 24 heures.

• NIMES : 17 organisations ont appelé à la manifestation, dénoncé la complaisance du pouvoir et réclamé des négociations immédiates avec le G.P.R.A. : L.D.H., S.N.I., S.N.E.S., F.E.N., C.G.T., radicaux, P.S.U., P.C., Mouvement de la Paix, officiers et sous-officiers de réserve républicains, Fédération des œuvres laïques, Résistants et Patriotes, etc... Une manifestation de plus de 10.000 personnes s'est déroulée dans les rues de la ville.



Plus de 10.000 personnes à Nîmes...

HAUTE-GARONNE

• TOULOUSE : malgré l'interdiction de la Préfecture, une manifestation groupant plusieurs milliers de personnes s'est déroulée place du Capitole. La C.G.T., la C.F.T.C., l'A.G.E.T. (U.N.E.F.), le P.S.U., le P.C., etc. y participaient.

GIRONDE

• BORDEAUX: les travailleurs ont débrayé à 100% à l'appel de leurs syndicats : C.G.T., F.O et C.F.T.C. Un important meeting s'est tenu à la Bourse du Travail. Un Comité Girondin de vigilance républicaine a été constitué groupant les organisations suivantes : A.G.E.B. (U.N.E.F.), C.G.T., F.E.N., S.N.I., C.F.T.C., P.C., S.F.I.O., P.S.U., radicaux, etc..

HÉRAULT

• MONTPELLIER : le débrayage a été suivi d'un meeting qui a réuni plus de 15.000 personnes. Y. participaient : PC, S.F.I.O., radicaux, P.S.U., L.D.H., les syndicats, etc., au total 17 organisations.

ILLE-ET-VILAINE

• RENNES : 28.900 personnes ont défilé à travers les rues jusqu'à la Préfecture où une délégation a été reçue par le Préfet. Un appel avait été lancé par : C.G.T., S.N.I., F.E.N., Mouvement de la Paix, P.C., P.S.U., Comité des Etudiants pour la Paix, ainsi que la C.F.T.C., le S.G.E.N., F.O. et l'A.G.E.R.

INDRE-ET-LOIRE

Des manifestations se sont déroulées avec l'appui de la C.G.T., F.E.N., P.C. et P.S.U., etc. au total 14 organisations ont participé à la mobilisation des forces populaires.

ISÈRE

• GRENOBLE : les travailleurs ont répondu en masse à l'appel de leurs organisations syndicales. Plus de 30.009 personnes ont ensuite assisté à un meeting puis défilé dans les rues. Une délégation comprenant C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., A.G.E.G. (U.N.E.F.), P.C., P.S.U., S.F.I.O., s'est rendue à la préfecture.

100.000 travailleurs ont débrayé dans tout le département,

JURA

• SAINT-CLAUDE : plus de 1.000 personnes ont défilé en ville à l'appel des organisations suivantes : C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., P.C., P.S.U., radicaux, U.F.F., Mouvement de la Paix,

L.D.H., Comité pour la Paix en Algérie.

LANDES

• MONT-DE-MARSAN : un Comité départemental de défense républicaine s'est constitué avec : Comité d'action de la résistance, L.D.H., S.F.I.O., radicaux, P.C., P.S.U., C.G.T., C.F.T.C., S.G.E.N., F.E.N., S.N.I., S.N.E.S., Ligue de l'Enseignement, Mouvement de la Paix, etc... Au total 17 organisations.

LOIRE

• SAINT-ETIENNE : 30.000 manifestants ont défilé dans les rues et participé à un meeting à l'appel de la C.G.T., F.O., C.F.T.C., F.E.N. et S.N.I. et avec le soutien des partis politiques P.C., P.S.U., Parti Radical, S.F.I.O.

La Bourse du Travail, trop petite, n'a pu contenir tout le monde. On retrouvait coude à coude ouvriers des usines, fonctionnaires, instituteurs, professeurs, employés, étudiants, commerçants. Les syndicats ont siégé en permanence jour et nuit!

Dans tout le département les mêmes organisations ont ensemble appelé les travailleurs à faire grève et à manifester. Plus de 100.000 travailleurs ont débrayé.

• FIRMINY : 10.000 manifestants ont répondu à l'appel de la C.G.T., C.F.T.C., F.O., S.N.I., F.E.N. Grève massive des usines, services publics, établissements scolaires, etc.

• ROANNE : 2.000 personnes à un meeting à la caserne Werlé où le secrétaire P.S.U. a pris la parole au nom de toutes les organisations: C.G.T., F.O., C.F.T.C., S.N.I., F.E.N., S.F.I.O., P.S.U., radicaux. Les manifestants ont ensuite défilé dans les rues de la ville.

• SAINT-CHAMOND : à l'appel de toutes les centrales syndicales, 2.000 personnes ont envahi la Bourse du Travail, la rue Jean-Pierre-Timbaud et la place de la Liberté. Une résolution du P.S.U. a été adoptée à l'unanimité.

HAUTE-LOIRE

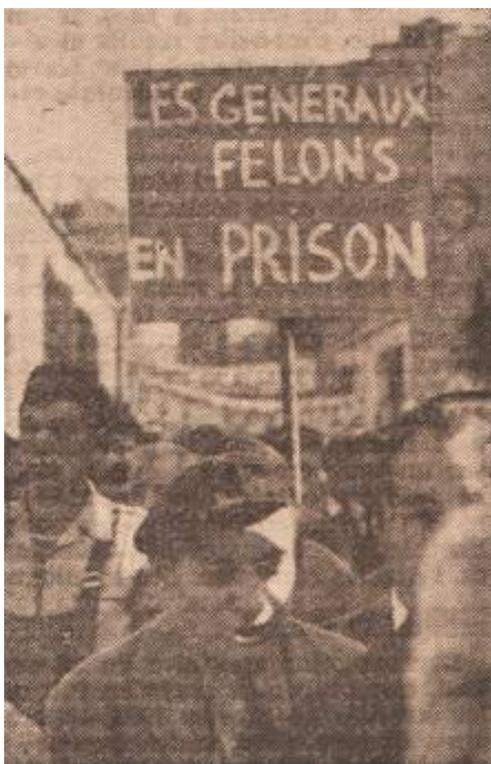
• LE PUY : 2.000 personnes se sont réunies à la Bourse du Travail, à l'appel de tous les syndicats (C.G.T., F.O., C.F.T.C., F.E.N., S.N.I., S.N.E.S., S.G.E.N., U.N.E.F.) et des partis politiques de gauche (P.C., P.S.U., S.F.I.O.).

LOIRE-ATLANTIQUE

• SAINT-NAZAIRE : deux manifestations d'ouvriers et d'employés de la fonction publique se sont rejointes au centre de la ville. Au total, 12.000 personnes ont manifesté dans la rue à l'appel de leurs organisations syndicales et du Conseil municipal. Un Comité antifasciste a été

constitué avec C.G.T., P.C., P.S.U., S.N.I., Fédération des Anciens Combattants ouvriers et paysans, Mouvement de la jeunesse communiste, Syndicats agricoles, Ligue des Droits de l'Homme, etc... La S.F.I.O. a participé à la manifestation.

• NANTES : l'appel a été lancé par la C.G.T., F.O., C.F.T.C., F.E.N., S.N.I. et les étudiants de tendance U.N.E.F. Un meeting a rassemblé 40.000 personnes. Il était soutenu par le P.C., P.S.U., A.R.A.C., Déportés et par un appel parallèle de la S.F.I.O.



MAINE-ET-LOIRE

• ANGERS : Un appel commun a été lancé par toutes les organisations syndicales : C.F.T.C., C.G.T., F.O., F.E.N., A.G.E.A. Les partis politiques et organisations suivantes ont demandé à la population du département de s'associer aux manifestations : P.C., P.S.U., S.F.J.O., radicaux, Mouvement de la Paix, L.D.H., A.R.A.C., Fédération des œuvres laïques, etc...

MEURTHE-ET-MOSELLE

Un Comité républicain antifasciste pour la Paix en Algérie, formé samedi, groupe actuellement 18 organisations dont le P.C., le P.S.U., les radicaux, la S.F.I.O., les syndicats, l'U.N.E.F., etc... Le mot d'ordre de grève était suivi à 100 %.

Les mines ont débrayé durant 24 heures.

Une manifestation monstre s'est déroulée à NANCY, à laquelle s'était jointe l'Union des Commerçants.

• A VILLERUPT : journée de grève pour les mineurs, métallos, commerçants et bâtiments ; meeting antifasciste de 3.000 personnes soutenu par la municipalité.

NORD

350.000 grévistes (80 % des mineurs, métallurgie, chimie, textile, dockers).

Des meetings se sont tenus dans toutes les localités. La fédération du P.S.U. a pris l'initiative de nombreuses réunions, diffusé des tracts et lancé un appel au Maire proposant l'organisation d'une grande manifestation de masse à Lille.

OISE

Un comité Départemental de la Paix en Algérie et de la lutte antifasciste s'est constitué avec : C.G.T., C.F.T.C., S.N.I., F.E.N., F.O., S.N.E.S., S.N.E.T., P.S.U., P.C., radicaux, Mouvement de la Paix, A.R.A.C., L.D.H., etc.. De nombreux meetings et manifestations se sont tenus dans tout le département : CREIL (3.000), MONTATAIRE (1.000), BEAUVAIS (3.000), COMPIEGNE (400), CLERMONT (600), etc..

ORNE

Un appel commun a été diffusé dans tout le département avec les signatures des organisations suivantes : C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., S.N.E.S., S.G.E.N., S.N.I., F.N.D.I.R.P., P.C., P.S.U., L.D.H., Mouvement de la paix.

PAS-DE-CALAIS

Dans de très nombreux endroits, les mineurs ont fait grève durant 34 heures (GRENAY, LOOS, LENS, MERICOURT, BRUEY, LIEVIN, HENIN-LIETARD, etc).

Métallurgie, produits chimiques, etc., ont participé en masse au mouvement.

PUY-DE-DOME

• CLERMONT-FERRAND : Un meeting et une manifestation ont eu lieu à l'appel des Syndicats, du P.C. et du P.S.U. Il y avait 13.500 grévistes aux usines Michelin. De 17 à 18 h. la ville a été totalement paralysée.

• MAURIAC : Une résolution commune a été présentée au Maire par le Comité de Défense républicaine regroupant la F.E.N., S.N.I., S.G.E.N., C.G.T., P.C., P.S.U., S.F.I.O., Radicaux et diverses personnalités

RHONE

Dans tout le département près de 100 % des travailleurs ont répondu à l'appel des syndicats, du P.C. et du P.S.U.. On estime à 300.000 le nombre de participants au mouvement. Un meeting important groupant plus de 10.000 personnes s'est tenu à LYON à la Bourse du Travail.

D'autres manifestations à GIVORS, OULLINS, VENISSIEUX groupant 10.000 personnes. Cadres, ingénieurs, agents de maîtrise ont participé au débrayage (90% des ingénieurs Rhône-Poulenc).

La métallurgie a débrayé à 98% et les produits chimiques à 100 %.

A VILLEFRANCHE-sur-SAONE, un comité antifasciste s'est constitué groupant les organisations suivantes : P.C., P.S.U., S.F.I.O., M.R.P., et les trois syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O., etc...

SAONE-ET-LOIRE

• MACON : Plus de 2.500 personnes se sont réunies à la Maison du Peuple à l'appel d'un Centre de coordination groupant 17 organisations, parmi lesquelles : Radicaux, S.F.I.O., P.S.U., P.C., C.G.T., S.N.I., F.E.N., L.D.H., Eclaireurs de France, etc...

SAVOIE

Un Comité Départemental de Vigilance antifasciste s'est constitué avec : C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N., L.D.H., S.F.I.O., M.R.P., Radicaux, P.C., P.S.U., U.D.T., U.N.E.F., Mouvement de la Paix, A.R.A.C., etc...

• A CHAMBERY à l'issue du débrayage, une manifestation s'est déroulée groupant plus de 6.000 personnes qui ont défilé jusqu'à la

Préfecture.

SEINE-MARITIME

• AU HAVRE, 10.000 manifestants groupés en un meeting central, et le même nombre à ROUEN, ont répondu à un appel commun du P.S.U., P.C., F.E.N., C.G.T., C.F.T.C., U.N.E.F.

Des appels ont été lancés sur tous les navires en partance de ne pas exécuter les ordres qui pourraient être donnés par les factieux.

TARN

Appel commun de la C.G.T., F.E.N., P.S.U., P.C.

TARN-ET-GARONNE

• MONTAUBAN : Toutes les organisations syndicales y compris la C.G.A. et tous les partis politiques du P.C. au M.R.P. ont signé un manifeste commun.

VAR

• TOULON : 50.000 personnes se sont réunies place de la Liberté.

HAUTE-VIENNE

• LIMOGES : A l'appel du Comité antifasciste, qui groupe C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., S.N.E.S., S.G.E.N., U.N.E.F., P.C., P.S.U., L.D.H., Mouvement de la Paix, Fédération des Anciens d'Algérie, Association des Anciens Combattants de la Résistance, A.H.A.C., etc..., 20.000 personnes ont manifesté. La Fédération S.F.I.O., la C.G.T.-F.O., le Conseil municipal et le Conseil général sont venus se joindre au mouvement.

... et dans la région parisienne

A PARIS

C'EST dans la cour de la gare de Lyon que 2.500 cheminots se sont retrouvés.

Par ailleurs, c'est dans le bail de la Banque de France que se tint un meeting tandis que plus de 1.000 fonctionnaires se réunissaient dans la cour du Ministère de l'Air.

Dans des milliers d'entreprises, usines, bureaux : cadres, ouvriers et employés répondirent au mot d'ordre de grève.

Dans un grand nombre d'entreprises, d'assurances et de banques, dans les Caisses de Sécurité Sociale, dans les grands magasins et

maisons de commerce, les débrayages atteignirent 90 à 100 %.

Sur les grands boulevards, le Comité Intersyndical du livre parisien, associé aux employés du Comptoir National d'Escompte, d'Air France et des Postes manifestèrent côte à côte.

De 17 à 18 heures métros et autobus s'arrêtèrent tandis que dans les gares parisiennes aucun train ne prit le départ et que des manifestations se déroulaient.

Les fonctionnaires, réalisant un puissant mouvement unitaire, arrêtèrent le travail : Anciens combattants, Finances, Caisses des

Dépôts, Contributions, Education Nationale, Industrie et Commerce, etc...

Au Palais de Justice, avocats, magistrats du Siègre et du Parquet, avoués, huissiers, greffiers et personnel du Palais répondirent à l'appel du « Comité de Vigilance des juristes républicains ».

Dans les théâtres, un arrêt de travail symbolique fut observé à l'appel du Syndicat National des acteurs.

Enfin, l'ensemble du personnel de la R.T.F. répondant aux organisations syndicales cessèrent le travail de 17 à 18 h.

UNITÉ D'ACTION AU QUARTIER LATIN

Aux cris de « Unité d'action », « la paix en Algérie », « A bas le fascisme », étudiants, professeurs de toutes organisations occupèrent spontanément, dès 18 heures 30 le Quartier Latin et se rendirent à la Bourse du Travail.

Cependant, 2.000 étudiants avaient tenu à midi, un meeting à la Sorbonne. près d'un millier à la Faculté de Médecine, à l'appel du Comité Universitaire de Défense de la République, de la F.E.N., du S.G.E.N., du Syndicat C.G.T- des chercheurs et de l'Union des travailleurs scientifiques

SEINE-ET-OISE

En Seine-et-Oise de nombreuses manifestations se sont déroulées : à ARGENTEUIL des débrayages ont eu lieu dans

presque toutes les entreprises, 7.000 personnes manifestèrent ; à MASSY : 5.800 grévistes, 1.000 à TRAPPES, 2.500 à CORBEIL. AVERSAILLES 1.000 manifestants se retrouvèrent ; un meeting groupa 1.000 travailleurs à NEUILLY-SUR-MARNE. A l'appel des syndicats C.G.T. autonomes et indépendants l'usine Simca à POISSY cessa le travail tandis qu'à la Faculté d'ORSAY un défilé réunit un millier de personnes à l'appel d'un Comité groupant 12 organisations.

BANLIEUE PARISIENNE

Dans toutes les localités de la banlieue parisienne, des milliers et des milliers de travailleurs ont manifesté avec la C.F.T. C, le S.N.I. et la C.G.T., appelés par les Comités antifascistes.

♦ A SAINT-DENIS, 15.000 travailleurs répondirent à cet appel, 10.000 à MONTREUIL, 3.000 à CHOISY-LE-ROI, etc...

♦ A GENNEVILLIERS : Dès 16 heures, la plupart des usines avaient débrayé. 95 % chez Chausson, 98 % à la S.K.F., 100 % à Air-Azur et aux Carbone Lorraine. Une dizaine de milliers de travailleurs se sont retrouvés au meeting où se mêlaient des militants syndicalistes de toutes les organisations.

♦ A AULNAY-SOUS-BOIS, 13 organisations ont constitué un Comité de Vigilance et de Défense des libertés républicaines.

♦ PIERREFITTE, P.C., S.F.I.O., P.S.U., C.G.T, Mouvement de la Paix et organisations démocratiques et culturelles décidèrent en commun l'organisation d'un meeting.



Unité d'action au Quartier Latin. On a su faire face aux difficultés du moment.